

Sortie des ronds-points

Quelle direction les gilets jaunes vont-ils prendre ?

Par Ethan Earle

Ces quelques derniers mois ont été plutôt tranquilles pour les gilets jaunes qui, jusqu'à récemment, étaient omniprésents dans leurs gilets de sécurité fluos, manifestant sur les ronds-points de toute la France et sur les écrans de télévision du monde entier. Après avoir fait trembler sur ses bases la classe politique française autant que les mouvements contestataires de la génération précédente – un samedi après l'autre, longtemps après que des journalistes se prenant trop au sérieux aient prédit leur débandade et leur retour chez eux, d'où qu'ils viennent – les manifestations des gilets jaunes se sont considérablement raréfiées au cours de l'été.

La faute en incombe sans doute à ces fameuses vacances françaises, qui engloutissent telles un trou noir mêmes ceux pour qui les vacances n'en sont pas, ou peut-être aux élections européennes du 26 mai dernier, qui ont vidé les rues et stigmatisé les limites de la politique fourre-tout des gilets jaunes, ou peut-être enfin à cette vague de chaleur sans précédent, qui a vu les températures dépasser allégrement les 40° C dans tout le pays en juin et en juillet.

Mais les saisons passent. Les vacances ont pris fin, l'été a fait place à l'automne, et les causes sous-jacentes du mouvement social le plus significatif depuis 2010, voire depuis 1968, n'ont, elles, pas changé d'un iota. A ce jour, il semble que les gilets jaunes vont bientôt revenir sous une forme ou sous une autre, occupant les ronds-points et au moins quelques arpents dans l'esprit de ces responsables politiques français si avisés.

Maintenant qu'ils sont sur le point d'entamer leur Saison 2, quelle qu'elle soit, nous nous posons la question : qu'avons-nous appris jusqu'ici de ces personnes en gilets fluos ? Que veulent-elles et où se dirigent-elles ?

S'ils ne veulent pas de Macron, qu'en est-il de Le Pen

Les manifestations des gilets jaunes ont débuté le 17 novembre 2018 en réaction à un projet d'augmentation des taxes sur les carburants annoncé par le gouvernement et partiellement présenté au public comme une mesure à visée écologique. L'ampleur et l'intensité de la première manifestation, planifiée sur les réseaux sociaux de façon décentralisée et rassemblant des centaines de milliers de personnes dans toute la France,

ont bouleversé le pays, comme l'a fait la violente répression policière subséquente ordonnée par le président Emmanuel Macron.

Quasiment dès le départ, les revendications ont été extrêmement larges et parfois contradictoires, rendant difficile le positionnement des gilets jaunes sur un axe politique traditionnel gauche-droite. Le plus petit commun dénominateur de ces revendications était un sentiment de mécontentement généralisé vis-à-vis des conditions sociales, associé à un rejet viscéral du gouvernement et de son jeune et impétueux président.

Selon les sondages disponibles, les gilets jaunes qui déclarent avoir voté pour Macron lors de l'élection présidentielle de 2017 ne représentent qu'un pourcentage à un chiffre. Deux années plus tard, lors des récentes élections européennes du 26 mai, le nombre total des gilets jaunes ayant voté pour *La République en Marche*, le parti d'Emmanuel Macron, demeure infinitésimal.

En ce qui concerne le reste du scrutin, chacune des deux listes estampillées gilets jaunes a recueilli moins de 0,5 % des voix, avec une majorité des participants qui soit se sont abstenus, soit ont voté blanc, tandis que ceux qui ont effectivement exprimé leur vote ont accordé leur préférence au parti d'extrême droite *Front National* de Marine Le Pen, récemment rebaptisé *Rassemblement National*. Si ce résultat peut partiellement s'expliquer par la fragmentation de la gauche du paysage politique en une multitude de listes et par son incapacité à s'imposer sur la place publique, ces résultats n'en sont pas moins troublants.

Un rapport intitulé « [Fracturations idéologiques au sein du mouvement des gilets jaunes](#) », rédigé par le collectif de chercheurs Quantité Critique et publié par le bureau de la Fondation Rosa Luxemburg à Bruxelles en mai 2019, conclut en alléguant que « la capacité des gilets jaunes à rester unis et à résister à la tentation du vote Marine Le Pen sera donc sans aucun doute éprouvée à cette occasion [les élections européennes] ». Au premier abord, il semble que ce test se soit conclu par un échec.

Cela signifie-t-il que le mouvement des gilets jaunes qui, après tout, a débuté comme un mouvement de protestation contre la taxe carbone, soit réellement de droite, ou qu'il négocie un virage à droite en sortant des ronds-points ?

Apprenons à mieux les connaître

Avec les « Fracturations idéologiques » et une seconde étude réalisée par Quantité Critique, publiée en juin 2019 et intitulée « [Le cœur des gilets jaunes se refuse à l'extrême droite](#) », nous disposons, dans notre tentative pour en savoir plus sur les gilets jaunes, de deux des enquêtes les plus exhaustives menées à ce jour.

Le premier point à considérer est que les ouvriers et les employés représentent deux-tiers des gilets jaunes interrogés, tandis que près des trois-quarts des participants peuvent être considérés comme appartenant aux classes populaires. Encore plus significativement, 90 % des participants déclarent qu'ils connaissent parfois des fins de mois difficiles, tandis que 62,7 % d'entre eux déclarent avoir du mal à joindre les deux bouts tous les mois.

Alors que de nombreux journalistes ont présenté un peu légèrement les gilets jaunes comme un phénomène rural, Quantité Critique constate que seulement 36 % des participants vivent en zone rurale, tandis que la majorité d'entre eux vit en fait en ville ou, plus précisément, dans des agglomérations situées en périphérie des villes. Même la symbolique du mouvement, fondée sur l'automobile, peut induire en erreur, quand on considère des études qui démontrent notamment que ce sont les personnes vivant dans les banlieues populaires autour de Paris qui passent quotidiennement le plus de temps au volant de leur voiture, plutôt que les personnes vivant en zone rurale.

Et en effet, le rapport se termine en concluant que pour sa plus grande partie, « le mouvement des gilets jaunes n'est donc pas un mouvement de ruraux délaissés, mais bien une mobilisation de citoyens défavorisés venant de tous les horizons territoriaux ». Ce fait singulier qui consiste à appartenir à la classe des travailleurs pauvres, ou proches du seuil de pauvreté, décrit les gilets jaunes mieux que tout autre.

Une autre caractéristique essentielle des gilets jaunes est leur refus des étiquettes idéologiques. Près de 70 % d'entre eux revendiquent n'être ni de gauche, ni de droite, voire refusent même de répondre à cette question. Par ailleurs, seuls 15 % d'entre eux se revendiquent de gauche ; 12 %, de droite ; et un peu plus de 3 %, du centre.

L'examen de deux problématiques pour lesquelles l'on allègue souvent que les gilets jaunes adoptent un positionnement droitier fournit d'autres résultats intéressants. La question de l'immigration figure à peine dans le classement des problématiques considérées comme importantes, et elle n'apparaît pas non plus dans les supports de communication ou dans les débats publics associés au mouvement. Par ailleurs, plus de 82 % des participants interrogés sont au moins en partie d'accord avec l'affirmation selon laquelle « si les choses continuent au rythme actuel, nous allons bientôt vivre une catastrophe écologique majeure ».

Contrairement à ce que l'on pourrait attendre d'un mouvement qui se revendique largement comme apolitique tout en votant à droite (quoiqu'uniquement dans leur pluralité), le rapport conclut que « leurs revendications restent invariablement liées à la justice fiscale, à la redistribution des richesses par le biais des services publics, et à la démocratisation des institutions par le référendum d'initiative populaire, qui sont plutôt des revendications de gauche ».

Or donc, voici un mouvement apolitique, qui vote pour l'extrême droite et qui porte des revendications de gauche... que peut-on bien en penser ?

C'est... compliqué

Il est courant de présumer que les mouvements sociaux sont engagés et de les juger sur les progrès qu'ils ont permis de réaliser sur telle ou telle question. Et souvent les détracteurs tiennent des discours du type : *Au fond, que revendiquent-ils ? et D'accord, mais qu'ont-ils fait réellement ?* Cette tendance est d'autant plus marquée à une époque où les organisations sans but lucratif et les ONG engagées prennent de l'importance en plein déclin généralisé des organisations de masse populaires.

Dans leur ouvrage de référence *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*, Frances Fox Piven et Richard Cloward défendent catégoriquement une autre lecture des mouvements sociaux. Les auteurs retracent la longue histoire des mouvements des populations pauvres qui, portées par un sentiment général qu'aucun autre recours n'est possible, expriment leurs revendications davantage sous la forme d'actes de rébellion à l'encontre d'un système existant tout entier. Contrairement à ce que nous sommes conditionnés à croire, ces mouvements sont en réalité plutôt des soulèvements généralisés de pans entiers de la population qui ne sont plus disposés à ce que leurs plaintes spécifiques soient classées et déposées dans des armoires à prendre la poussière.

Plus que tout autre chose, le mouvement des gilets jaunes est un mouvement des classes populaires françaises, indiquant leur rejet du statu quo avec tout le désordre idéologique que cela entraîne. On peut donc comprendre, compte tenu en particulier de la forte poussée de la droite sur la scène politique que l'on constate non seulement en France mais dans le monde entier, que ce désordre inclut également des personnes se déclarant de droite. Il englobe également des personnes qui ont voté à droite parce qu'elles considéraient Marine Le Pen comme la voix de l'opposition *de facto* dans le pays, une idée que Le Pen aussi bien que Macron se sont évertués à instiller et qui a été consolidée par la faiblesse de la gauche.

Telle est la réalité de la situation qui nous permet de mieux comprendre les gilets jaunes dans le contexte actuel. Ils rejettent l'état actuel de la France, et en l'absence d'une alternative progressiste crédible à leurs yeux, certains partisans se tourneront vers toute voix s'élevant contre le statu quo. Mais ne perdons pas de vue qu'une majorité de gilets jaunes a voté blanc ou s'est abstenue lors deux dernières grandes élections. Tel était sans doute le message dominant véhiculé, à savoir qu'ils ne trouvent plus leur compte dans la politique de leur pays. Dans ce sens, l'évolution du rôle des gilets jaunes dans la conjoncture actuelle est encore équivoque, sa direction encore indéterminée.

Sortie des ronds-points – quelle direction les gilets jaunes vont-ils prendre

La contribution la plus importante de Piven et Cloward est non seulement l'observation des mouvements des populations pauvres, mais également leur argument selon lequel cette forme de protestation pourrait être en réalité la plus efficace pour tout un groupe de personnes ayant été exclues du processus politique.

Les classes populaires françaises ont été asphyxiées par le gouvernement de droite de Nicolas Sarkozy, puis poignardées dans le dos par le gouvernement prétendument socialiste de François Hollande. Et le Président en exercice qui avait fait campagne sur le thème du changement mais qui applique grosso modo les mêmes politiques que ses prédécesseurs au détriment des mêmes personnes, déclare maintenant que c'est à elles de payer plus pour les dommages qui leur étaient infligés. Quelle autre réaction voulez-vous avoir face à une telle façon de procéder ? Si seulement la gauche pouvait contribuer à ce débat...

En fait, en 2017, de nombreux militants de gauche se sont effectivement rapprochés de *La France Insoumise*, le parti de Jean-Luc Mélenchon lequel, arrivant à deux points de Le Pen, n'a pas pu affronter Macron au deuxième tour des élections présidentielles. Mais ce front de gauche déjà fragile et menacé s'est retrouvé paralysé après la défaite. Depuis lors, la

possibilité d'un projet commun a tourné court, du fait d'une combinaison de conflits internes, d'erreurs stratégiques des dirigeants, de défaillances structurelles et de pure lassitude. Fragmentée et incohérente, la gauche élargie est aujourd'hui éclipsée par les deux étoiles noires, Macron et Le Pen.

La toute dernière lueur d'espoir entrevue aux élections de 2019 n'est pas venue de la gauche traditionnelle, mais du parti écologiste *Europe Écologie Les Verts*, qui a obtenu 13,5 % des voix. L'hypothèse initiale selon laquelle les Verts pourraient chercher à former un nouveau front de gauche ne s'est pas encore concrétisée, le parti ayant plutôt choisi de s'orienter vers une politique centriste basée sur la réforme des marchés ; à nouveau, une certaine incertitude règne là-dessus, tout comme sur la future évolution politique des nombreuses personnes récemment engagées en politique qui ont voté pour les écologistes, afin d'amorcer un changement radical pour inverser la crise climatique actuelle.

La gauche française doit chercher à se regrouper de manière à être en mesure d'écouter et ensuite de soutenir les représentants les plus convaincants que l'on trouve au sein de la nébuleuse des gilets jaunes – tout en rejetant catégoriquement les tendances les plus néfastes. Une gauche renouvelée reconnaîtrait le besoin de travailler en commun sur ses différentes tendances pour créer un troisième pôle politique capable d'attirer les électeurs grâce à un programme clair concentré sur une répartition plus équitable des revenus et de la richesse et sur la maîtrise de la question du changement climatique et d'autres problématiques sociales, dont le coût serait pris en charge essentiellement par les grandes entreprises et les élites fortunées.

Pour les gilets jaunes, il est probable que l'automne soit synonyme d'un regain d'activité. En revanche, quid des mois d'hiver, plus durs ? Je me rappelle bien le rôle joué par l'hiver dans la dislocation des campements érigés par les manifestants du mouvement de contestation *Occupy Wall Street*, qui, à l'instar des gilets jaunes, ployait sous le poids conjugué de la forte répression policière et de sa propre hétérogénéité idéologique. Je crois aussi que, sans les ouvertures créées par le mouvement *Occupy Wall Street*, la gauche américaine – qu'il s'agisse du mouvement militant afro-américain *Black Lives Matter*, de Bernie Sanders ou de l'organisation socialiste démocrate américaine *Democratic Socialists of America* – ne connaîtrait pas le renouveau qu'elle connaît aujourd'hui.

De la même manière, les gilets jaunes se sont exprimés, ont amené de nouvelles questions dans le discours politique, pour ceux qui sont prêts à les écouter. Et leur voix se fera à nouveau entendre, sous une forme ou l'autre, avec toute son incohérence, sa sagesse et son instantanéité. La direction qu'ils prendront – que ce soit vers la gauche ou vers la droite, vers quelque chose de mieux ou vers un retour à la situation de départ – sera déterminée par les projets politiques concrets qui seront construits pour incarner et englober les travailleurs français et leur être utiles.

Ethan Earle est un consultant politique basé à Paris, ancien gestionnaire de programme à la RLS-NYC, et directeur du présent projet.